

Plaintes contre des militants de Sud PTT

Quand La Poste s'inspire du gouvernement chinois

Hier, mardi 26 novembre 2019, trois secrétaires de SUD Poste 92, étaient convoqués dans le cadre d'une « audition libre » à la sureté territoriale de Nanterre. Ces convocations étaient consécutives aux plaintes du groupe La Poste pendant les quinze mois qu'a duré la grève sur le département du 92 entre 2018 et 2019.

La fédération SUD PTT a appris à l'issue de ces auditions soi-disant « libres » que le groupe La Poste avait porté plainte à de multiples reprises pour « violation de domicile » après des interventions de nos camarades dans les bureaux de poste des Hauts-de-Seine. En termes clairs, elle porte plainte contre l'activité normale de représentants syndicaux. C'est une première et une grave attaque contre les libertés syndicales et la démocratie.

La Poste n'a pas osé sanctionner un·e seul·e des grévistes, n'a pas réussi à écraser le mouvement du 92 et compte faire payer nos camarades sur le plan judiciaire de la plus sale des manières. Elle espère se venger d'une grève qui a participé à dévoiler ses pratiques managériales délétères et amené de nombreux journalistes (Libération et « Envoyé spécial » par exemple) à travailler sur le sujet.

Alors qu'elle couvre fréquemment les suicides liés aux travail, peine à soutenir les victimes de violences sexistes et sexuelles, La Poste ose porter plainte contre des militants d'un syndicat qui a obtenu 52 % des voix lors des dernières élections professionnelles en novembre 2018. Combien de fois le groupe a-t-il porté plainte contre des cadres maltraitants ou contre des harceleurs ? A notre connaissance, jamais. Les plaintes pour « violations de domicile » contre des syndicalistes qui sont quotidiennement au contact de leurs collègues postier·e·s, que la jurisprudence autorise à circuler, est un réel glissement de la part de dirigeants qui proclament pourtant en permanence leur volonté de dialogue social. Plutôt que de s'inspirer du gouvernement chinois, notre entreprise ferait mieux de tenir compte du réel malaise social dans le groupe.

La fédération SUD PTT exige le retrait immédiat de ces plaintes.

Paris le 28 novembre 2019